

*Questions orales*

**M. Paproski:** Le gouvernement a donné deux avions DC-8.

**M. Reynolds:** J'aimerais également savoir ce que valaient les cadeaux qu'il a apportés et ceux qu'il a reçus. Le bureau du premier ministre a refusé de répondre à cette question. Maintenant que le premier ministre est revenu au pays, j'aimerais savoir s'il peut me promettre que si j'inscris de nouveau ma question au *Feuilleton*, son bureau nous dira ce qu'ont coûté ses cadeaux lors de sa tournée en Amérique du Sud et quelle était la valeur de ceux qu'il a reçus.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur j'ai oublié la réponse; j'ai probablement lu la question si elle était inscrite au *Feuilleton*. J'imagine que c'est une question de savoir-vivre et de courtoisie. On ne révèle pas le prix des cadeaux qu'on reçoit.

**M. Paproski:** On a échangé deux DC-8 pour quelques cigares cubains.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Chrétien:** C'est un coup bas.

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je crois que c'est futile de parler de courtoisie avec les députés de l'opposition.

**M. Reynolds:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Après la réponse que le premier ministre vient de nous faire, je me demande s'il pourrait nous expliquer ce qu'il a voulu dire au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, lorsqu'il a parlé de la loi sur la liberté d'information.

\* \* \*

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LES DISCUSSIONS ENTRE LE MINISTRE ET LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DES PROVINCES ATLANTIQUES QUANT AUX INITIATIVES MINISTÉRIELLES

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Elle concerne les réunions du Conseil économique des provinces atlantiques tenues à Halifax cette semaine et auxquelles le ministre a assisté. Je suis sûr qu'il a entendu et, qu'il a lu dans la presse de nombreux commentaires sur la volonté du MEER d'augmenter la capacité de production des provinces atlantiques. Je pense plus particulièrement au ralentissement des dépenses engagées en vertu de la loi sur les subventions au développement régional. Vu les bruits qui ont couru sur la manière dont la loi était appliquée et sur l'argent dépensé en vertu de cette loi, le ministre pourrait-il nous dire s'il a eu des entretiens à ce sujet avec les membres du Conseil ou s'il en a tiré des conclusions, soit sous forme de modification à la loi, soit sous forme d'une diminution des dépenses encourues depuis 1970.

[Français]

**L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur le président, j'ai effectivement eu une excellente rencontre lors de mon voyage à Halifax au début de la semaine, et je voudrais dire à l'honorable député qu'il ne faut pas uniquement s'en remettre aux articles reproduits dans la presse pour juger de l'efficacité du ministère. Bien sûr, des critiques sont exprimées à l'égard des programmes du ministère de l'Expansion économique régionale et, en

[M. Reynolds.]

particulier, à l'égard du programme de subventions aux entreprises. Mais dans l'ensemble, les remarques qui ont été faites au cours de cette conférence ont été positives. Il y a eu d'excellentes suggestions. J'en tiendrai compte, et on y donnera probablement suite.

Mais lorsque l'honorable député parle d'une réduction des dépenses du ministère dans les provinces de l'Atlantique, je devrais lui faire remarquer que cela n'est pas exact. Effectivement, nous recevons un peu moins d'argent directement dans le cadre du programme d'aide aux industries. Cela résulte de la situation générale de l'économie au pays et, en particulier, dans les provinces de l'Atlantique, en ce qui a trait à l'industrie manufacturière.

Par contre, je parlerai de nos activités sous l'empire des ententes générales de développement, grâce auxquelles on investit pour l'avenir de ces provinces, dans le développement de leurs ressources et qui ont entraîné des dépenses qui se sont accrues largement au cours des dernières années, et j'espère bien que nous pourrions continuer à accroître nos dépenses et nos engagements dans des domaines. C'est le résultat d'une planification à long terme, qui, je crois, est une réponse directe aux idées, aux opinions exprimées par l'APEX, par bien d'autres organismes, par les députés de l'opposition à la Chambre, ainsi que par mes collègues de ce côté-ci. Nous effectuons une planification à long terme. Nous en connaissons les résultats probablement dans plusieurs années.

[Traduction]

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, comme, le ministre le sait fort bien, quatre cinquièmes des dépenses de son ministère dans les provinces atlantiques sont affectés à l'infrastructure et non aux programmes de stimulants pour l'expansion régionale et comme le conseil des ministres de la Commission économique européenne a déclaré récemment qu'il devrait relier les dépenses au titre de l'infrastructure qui relèvent de leur compétence dans un délai de deux ans à un aspect productif de l'expansion industrielle, le ministre peut-il dire si on songe à modifier les priorités, étant donné le très grave problème que pose le chômage dans toute la région atlantique.

[Français]

**M. Lessard:** Monsieur le président, nous nous intéressons beaucoup à cette situation et à la nécessité de créer des emplois permanents dans le domaine de l'industrialisation dans les provinces Atlantiques.

Il est clair que nos efforts dans le domaine de l'infrastructure visent justement à créer une situation qui dans les provinces Atlantiques va permettre d'attirer davantage les investissements du secteur manufacturier et du secteur industriel.

Nous avons actuellement des projets qui sont à l'étude. Certains sont connus du public. D'autres ne le sont pas, mais le deviendront probablement. Mais, comme je l'ai déjà dit, nous pouvons faire face à de gros projets industriels dans l'Atlantique. Nous espérons pouvoir le faire. Toutefois, on ne peut pas en même temps faire cela, mettre au point les infrastructures et aider toutes les petites industries qui comptent elles aussi recevoir notre attention et notre appui.